

Sport l'après-midi :

faux rythme, fausse piste

L'annonce par le ministre, le 25 mai, d'une "expérimentation" « cours le matin, sport l'après-midi », a joué pleinement son rôle : une couverture médiatique exceptionnelle de l'opération, qui a mis pour un temps sur la touche les dossiers chauds de la rentrée. L. Chatel ne s'est d'ailleurs pas privé de rejouer le même scénario à la rentrée, avec les mêmes effets médiatiques.

La logique aurait pourtant voulu que cette dite « expérimentation » vienne en aval de la réflexion globale sur les rythmes, lancée en juin, avec la « Conférence Nationale sur les Rythmes Scolaires ». Mais avec ce ministère, ce n'est pas la logique pédagogique qui prime, mais celle de la communication.

Toujours est-il que 124 EPLE (83 collèges et 41 lycées) sont engagés, dès cette rentrée dans une opération qui concerne 2 à 3 classes, et en tout environ 7 000 élèves, soit moins de 2 pour 1 000. Les premiers retours montrent que dans beaucoup de cas, l'opération s'est faite fin juin ou au début des vacances, à l'initiative du chef d'établissement, sans vote du CA, et parfois sans l'avis des enseignants d'EPS.

Quel projet derrière cette opération ?

Cette expérimentation n'a pas vocation à être

généralisée, dit-on au ministère. Par ailleurs, toute liberté est laissée aux établissements pour décliner le protocole à leur guise. On ne peut donc parler d'une expérimentation, mais plutôt d'une opération (de diversion ?). Si sa fonction médiatique est évidente, dans un contexte de rentrée scolaire calamiteuse, il faut pousser plus loin la critique, en particulier quand le ministre déclare (dans « Paris Match » le 19 août) que « grâce à des conventions signées avec les fédérations sportives, des animateurs sportifs viendront en renfort des enseignants ».

Prétendre développer le sport à l'école et dans le même temps supprimer en 5 ans plus de 4 000 emplois d'enseignants d'EPS et ouvrir l'école aux animateurs sportifs, c'est soit mentir et manipuler l'opinion publique, soit avoir en projet une externalisation de l'EPS.

Le SNEP réalise actuellement une enquête dans les établissements concernés. La photographie précise qu'elle donnera de cette opération va nous donner les outils pour lancer une opération vérité. La plus extrême vigilance est de mise. Une conférence de presse du SNEP est prévue à la fin du mois.

Michel FOUQUET